

SITE
www.oise.pcf.fr

Oise Avenir

N° 1252 du 15/10/09
Prix: 1€ Abonnement: 10€
N° CPPAP: 0411 P 11491
Directeur de la publication:
Thierry AURY

Mensuel édité par la Fédération de l'Oise du Parti Communiste Français 8, rue de Beauvoisis 60100 Creil
Tél: 03 44 55 27 96 • Fax: 03 44 55 41 01 • Courriel: pcf.oise@wanadoo.fr

Numéro spécial Régionales A l'intérieur, une Lettre aux communistes de Picardie

L'énorme succès de la votation pour la Poste - *pour laquelle les militants et élus communistes ont joué un rôle essentiel* - confirme les possibilités de mobilisation face aux politiques libérales et au gouvernement. Ce rejet massif des choix économiques et sociaux de la Droite, confirmé dans toutes les enquêtes d'opinion, est un point d'appui pour construire à gauche une alternative politique réelle et durable. La préparation et la campagne des élections régionales de mars 2010 peuvent faire avancer ce projet si nous en faisons l'affaire des citoyens, des salariés, des syndicalistes, de tous ceux qui souffrent et qui bougent aujourd'hui. Discutons-en largement autour de nous, dans nos réunions, dans des débats publics ! Tout en continuant à être, de manière combative et rassembleuse, de toutes les luttes, de toutes les actions de riposte et de résistance aux mauvais coups de l'UMP et du Medef ! C'est ensemble que nous ferons renaître l'espoir.



Lundi 19 octobre

20h. salle de la Libération à MONTATAIRE

Débat public co-organisé par le PCF, le Parti de gauche et la Gauche unitaire sur:
« Quels moyens, quels financements, quelles orientations pour un système de santé solidaire répondant aux besoins de la population en France et dans notre région ? »

**Soyons nombreux à dire notre colère et nos exigences
au rassemblement régional**

à l'appel des élus communistes et des fédérations du PCF de Picardie

SAMEDI 7 NOVEMBRE à 14h30 à AMIENS

Rendez-vous devant la Maison de la Culture

puis marche en direction de la Préfecture de Région

(une délégation demandera à être reçue par M. le Préfet)

CONTRE l'étranglement financier des collectivités locales et des habitants,

CONTRE la suppression de la taxe professionnelle en cadeau au Medef

CONTRE le démantèlement des services publics

POUR une réforme progressiste de la fiscalité et des collectivités

POUR la démocratie locale, des impôts justes et le développement du service public

Départs collectifs et cars prévus

Contributions au débat de préparation des élections régionales

Les contributions publiées dans ce numéro sont individuelles et n'engagent que leur auteur.

Contribution de Viviane CLAUX qui est la Présidente du groupe communiste et progressiste au Conseil régional de Picardie et la Présidente de la Commission de suivi et d'évaluation des aides régionales versées aux entreprises :

« Région déclarée « éco-solidaire », les efforts de la majorité régionale ont porté sur des actions de préservation de l'environnement et sur plus de solidarité envers les populations et les territoires (voir résumé des actions ci-dessous).

Les communistes ont soutenu activement la démarche participative qui a permis d'associer à la vie régionale de nombreux acteurs régionaux mis en réseau. J'ai veillé à ce que soient associées systématiquement les organisations syndicales sur les dossiers les concernant.

Le groupe communiste et progressiste, constitué en 2006 dans des conditions difficiles, a porté la constitution de la Commission de suivi et d'évaluation des aides aux entreprises dont je suis Présidente. Cette Commission est paritaire, avec une possibilité de saisine par les élus locaux et syndicaux. Cette Commission est un acquis qu'il conviendra de redimensionner en lien avec de nouveaux droits pour les salariés pour obtenir plus de transparence publique sur les aides aux entreprises et un meilleur suivi.

Lors de la réforme des aides régionales aux entreprises, les élus communistes ont travaillé aussi sur le contenu d'une « Charte de progrès » portant sur l'emploi de qualité et l'environnement et engageant les entreprises qui bénéficient d'aide régionale. Mais cette Charte, votée en juin 2008, n'est toujours pas mise en œuvre. Nous avons aussi bataillé pour la création d'un « Fonds régional pour l'emploi et la formation » question sur laquelle j'ai tenu des réunions publiques avec le Parti avec notamment la venue de Paul Boccarda, Yves Dimicoli ou Francis Wurtz. Ce doit être une de nos propositions essentielles pour les futures échéances car si toutes les régions mettaient en œuvre ces 2 propositions, ce serait une autre dynamique pour l'emploi de qualité qui s'enclencherait.

Notre groupe ayant instauré la règle du droit de vote individuel, j'ai émis parfois des votes différenciés du groupe et de la majorité sur un certain nombre de rapports concernant notamment l'aide aux entreprises multinationales et l'école privée.

Pour l'avenir, il faut franchir une nouvelle étape au niveau des ambitions pour les majorités de gauche régionales qui doivent mieux coordonner leurs actions pour une politique nationale globale. Elles peuvent être des lieux où les élus commencent à rompre avec les logiques libérales et des points d'appui pour les luttes sociales. Le Front de gauche peut impulser cette dynamique dès le 1er tour des élections régionales. »

La Région, c'est quoi ? Coup de projecteur sur un mandat !

La formation, les lycées (sauf les personnels enseignants et les programmes qui relèvent de l'Education nationale), les transports et l'économie sont les principales compétences des conseils régionaux. Mais le Conseil régional est intervenu aussi dans d'autres domaines (grâce à la fameuse « clause de compétence générale » que le projet Sarkozy voudrait remettre en cause).

Viviane Claux donne ici un aperçu, personnel et non-exhaustif, d'actions de la Région depuis 2004.

Le budget 2009 de la Région Picardie s'élève à 1 milliard €.

Dépenses : Enseignement et formation : 430m €. Transports : 269m€. Action économique : 57m€. Culture sports loisirs : 39m€. Environnement : 20m€. Aménagement du territoire : 63m€. Santé : 8m€...

Recettes : dotations de l'Etat : 400m€. Recettes fiscales indirectes (cartes grises, TIPP) : 194,5m€
Recettes fiscales directes (taxe foncière et taxe professionnelle) : 162m€. Autres recettes : 58m€

Lycées

L'objectif a été d'améliorer les conditions de travail pour les 95 000 lycéens, faire diminuer les sorties sans qualification, proposer à chaque jeune un parcours de formation. 600 M € ont été investis pour la mise aux normes « hygiène-sécurité-handicap », pour réduire les dépenses en énergie (chaudières au bois, éco

construction), pour développer les internats, pour construire des installations sportives, pour doter en équipements informatiques.

Les subventions aux Projets Educatifs pendant le temps scolaire et aux Projets d'Epanouissement individuel (hors temps scolaire) ont doublé, 3 nouveaux dispositifs d'échanges européens mis en place, les aides

au financement des études amplifiées : cartes cursus (achat des livres, sport culture), fonds de secours pour familles en difficultés, aides au BAF, au permis de conduire, aux transports, à l'achat d'équipements professionnels. La Région a amélioré le régime indemnitaire et la formation des 1868 agents TOS transférés par l'Etat à la Région.

Apprentissage : la Région a contribué à la création de 8 CFA académiques La Picardie compte 13 563 apprentis (niveau secondaire) et 2500 apprentis (supérieur).

Formation Des Assises ont permis de co-élaborer les schémas de formation et d'enseignement supérieur avec l'objectif d'élever le niveau de qualification et l'offre de formation.

La Région a territorialisé le dispositif d'accueil et l'offre de formation avec les 12 Maisons de l'Emploi et de la Formation.

Pour les demandeurs d'emplois, la Région a indemnisé les stagiaires de la formation et pris en charge transport et sécurité sociale. Elle a favorisé une offre de formation plus large, basée sur la demande des personnes.

Pour les salariés, a été créé le « Programme Vers Emploi » (PVE), à travers des conventions avec les branches et les OPCA avec une priorité pour combattre l'illettrisme.

Enseignement supérieur

L'objectif affiché a été de démocratiser l'enseignement supérieur et valoriser les établissements picards.

En 2004, 3,8 % des étudiants recevaient une aide de la Région ; en 2009, 23 % : restauration, bourses, bourses EXPIC ou encore gratuité du transport domicile-lieu d'études pour les boursiers ou réduction de 50% pour les non boursiers (y compris pour des études hors Picardie). La Région participe aux frais d'inscription des grandes écoles ; aux stages de longue durée, accorde des bourses aux futurs enseignants. Elle finance le CROUS à 20% (1ère région pour le taux de financement) et a construit 430 logements pour étudiants et réhabilité 700 autres en 3 ans.

Economie Une refonte des interventions économiques a été entreprise afin de passer d'« une politique de guichet » à une politique de « soutien aux projets ». La Région a aidé aux

transmissions et créations d'entreprise notamment pour les Très Petites Entreprises (TPE) : 2350 TPE aidées, 1813 prêts d'honneur, formation de créateurs d'entreprises.

Une cellule d'urgence et des moyens pour accompagner les entreprises en difficultés a été mise en place.

La Région a voulu affirmer son soutien à la recherche et l'innovation avec le « Schéma recherche et enseignement supérieur », la création de l'Agence Régionale de l'Innovation, les aides aux doctorats, la mise en place d'un Observatoire Economique avec les organisations syndicales, le soutien à la filière de la chimie verte et aux 4 « pôles de compétitivité ».

Des aides spécifiques ont été créées pour l'économie sociale et solidaire (SCOOP, RES).

Un travail a été engagé sur la filière Bois et sur un plan spécifique Robotique

Logement La Picardie ayant un grand déficit en logement, la Région a développé son action dans ce domaine qui ne fait pas partie de ses compétences obligatoires : Observatoire de l'Habitat, soutien à l'acquisition foncière des communes, conventions passées avec les départements et les bailleurs pour construire 6117 logements sociaux et réhabiliter 7655 autres pour optimiser leur qualité et réduire les charges des locataires (économies d'énergie, aménagement handicap), soutien au logement social en zone rurale.

Environnement La Région a voulu inscrire son action dans la promotion du développement durable : maîtrise de la consommation d'énergie (prêts à taux bonifiés pour l'isolation des logements), soutien à la production d'énergies renouvelables, préservation du patrimoine naturel

Lutte contre les discriminations La Région a

souhaité apporter son soutien aux projets innovants de lutte contre TOUTES les discriminations et voulu que cet objectif traverse toutes ses politiques. 1800 personnes ont été intégrées dans des chantiers d'insertion soutenus par la Région.

Coopération décentralisée

La part du budget consacrée à la « coopération décentralisée » est passée de 0,04 % en 2004 à 0,97% avec notamment le financement de 108 projets de coopération (Bénin, Thuringe, Slovaquie...), une aide aux jumelages, un programme de formation des acteurs de la coopération, des actions en lien avec l'UTC ou l'Université.

Santé Pour s'attaquer aux gros retards de notre Région dans le domaine sanitaire, la Région a engagé diverses actions : actions de prévention dans les universités, CFA ou lycées ; bourses d'études dans le secteur sanitaire et social pour attirer des jeunes vers ces formations et les maintenir en Picardie (bourse d'études de 400€ par mois contre l'engagement de s'installer comme médecin en milieu rural ; la Picardie comptant seulement 244 médecins pour 100 000 habitants contre 340 en France), aides aux équipements des hôpitaux de proximité.

Vie associative La Région a apporté son aide à la vie associative à travers la création des « emplois solidaires » : depuis 2004, 14 090 postes créés par des associations grâce à des subventions allant de 15% à 75% du SMIC + cotisations sociales et aide à la formation.

Culture La Région a affiché son ambition dans ce domaine avec le « passeport culturel » pour les jeunes, des aides à la publication, à la création, à l'acquisition pour les musées, à la restauration des œuvres d'art...

Bilan de mandature sur la politique régionale en matière de transports collectifs et infrastructures par Daniel BEURDELEY, 1^{er} Vice-président du Conseil régional (extraits)

Les transports collectifs

Depuis 2002, la Région a la compétence pleine et entière pour organiser le Transport Express Régional (TER).

Ce transfert de compétence devait s'accompagner d'un transfert de ressources de l'Etat.

Cependant, la Région a constaté que l'Etat n'était prêt à débloquer qu'1/3 des sommes nécessaires à la remise à niveau du parc !

Au contraire, la Région a voulu affirmer volontarisme et ambition pour le transport ferroviaire avec des dessertes nouvelles, une politique tarifaire et l'acquisition de matériels TER neufs.

En 2009 le budget Transports - infrastructures est de 270 M € dont 252 M € (93%) consacrés aux transports collectifs : la Picardie est la première région pour son budget TER rapporté à la population (129 € par hab.).

1 Exploitation du TER

350 trains TER et 20 autocars TER circulent en Picardie et transportent 36 500 voyageurs : la Picardie est la 4^{ème} région en terme de trafic TER en raison des migrations quotidiennes vers l'Ile de France (65% du trafic).

Les investissements importants de la Région et la convention Région-SNCF ont inversé la tendance de fréquentation : après une baisse continue de 2001 à 2003 (- 2 % par an en moyenne), le nombre de passagers a augmenté sans cesse depuis 2004.

Sur 2002-2008, l'offre de TER a crû de 17% et le nombre de passagers de 36%.

Fin 2009, les axes Amiens-Compiègne et Amiens-Abbeville-Rue verront même croître leur offre de 50 % grâce aux travaux financés par la Région : Amiens et Compiègne seront reliées en 1 h.

Mais l'exploitation du TER représente des sommes de plus en plus lourdes : ainsi la contribution versée chaque année par la Région à la SNCF pour couvrir le déficit d'exploitation est passée de 89 M € en 2002 à 141 M € en 2008.

Dans le même temps, les dotations d'Etat pour compenser le transfert des TER n'ont pas suivi les efforts de la Région : 88 M € en 2002 à 125 M € en 2008.

En conformité avec cet effort important de la Région et avec les attentes fortes des usagers, la nouvelle convention Région-SNCF de 2007 demande à la SNCF un effort en matière de régularité, de fiabilité du service et de services apportés en gare et dans les trains et réaffirme l'exigence de la présence de personnels suffisants dans les gares et dans les trains.

2 Les Cars TER

En complémentarité avec les trains, la Région s'est engagée dans des dessertes par car : la ligne express Creil-Senlis-Roissy pallie le manque actuel de desserte ferrée avec Roissy.

En 2008 la reprise de la ligne Amiens-Beauvais permet 11 allers-retours quotidiens ; une 6^e ligne régionale de car verra le jour en 2009 entre Crépy et Roissy, avec 15 allers-retours quotidiens.

3 Politique tarifaire

La période 2004-2009 a été essentiellement marquée par :

- gratuité du trajet domicile étude pour les étudiants boursiers
- gratuité pour les demandeurs d'emploi se rendant en train à un entretien d'embauche
- extension à plus de 110km des abonnements de travail vers Paris
- tarification domiciletravail pour trajets supérieurs à 75 km avec Hte-Normandie et Nord.

Ces différentes tarifications touchent un public croissant :

- Picardie Pass Etudes : 7100 bénéficiaires en 2004 et 14.000 en 2009
- Picardie Pass Actifs : 2650 bénéficiaires en 2004 et 6000 en 2009
- Picardie Pass Emploi : 1600 bons en 2004 et 4800 en 2009
- Picardie Pass Evasion : 5000 à

6000 bénéficiaires avec les trains d'été à la mer.

La Picardie est la seule région à offrir une tarification aux étudiants qui étudient à l'extérieur de la Région et un abonnement domicile-travail pour les salariés effectuant un trajet interrégional supérieur à 75 km.

4 Modernisation du matériel

Les investissements en matériel roulant sont le poste le plus lourd à assumer dans le cadre de la compétence TER transférée aux régions : ainsi le différentiel à la charge de la Région, une fois déduites les dotations d'Etat, s'élève à 335 M € pour la période 2002-2009 !

Mais, grâce à ses efforts financiers pour la modernisation du matériel (24 M € par an sur 1999-2003, 48M € par an sur 2004-2006, 60 M € par an pour 2007-2010 compte tenu des commandes déjà passées), la Picardie est la 1^{ère} région pour l'état de son parc de matériel. Par contre, l'Etat ne verse en moyenne que 13 M € par an, loin de la « compensation à l'euro près » affichée par les gouvernements depuis 2004 !

5 Modernisation des infrastructures

Il s'agit d'un champ qui n'est réglementairement pas de la compétence de la Région.

Pourtant, pour compenser les carences de l'Etat, la Région a décidé de s'engager dans un programme de modernisation des voies ferrées et des gares (ex : lignes Beauvais-Abancourt en 2008-2009 et Amiens-Laon en 2010-2013) : la seule modernisation des gares a coûté 15 M € sur 2000-2006.

Les travaux de modernisation des axes ferrés, pourtant inscrits au Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2000-2006, ont subi de forts ralentissements du fait des gels des crédits d'Etat : ainsi en 2004 et 2005, le gouvernement n'a rien versé pour ces travaux

provoquant l'interruption de chantiers durant des mois !

Le gouvernement n'ayant donné aucun engagement sur sa participation, la Région a décidé en 2006 de prendre le relais en inscrivant au budget les 18 M € que devait mettre l'Etat : les travaux d'Amiens-Compiègne et d'Amiens-Abbeville-Rue ont ainsi redémarré et s'achèveront fin 2009 (au lieu de fin 2006).

D'autres travaux ont amélioré sensiblement les axes Amiens-Laon et Amiens/St-Quentin

Dans le nouveau CPER 2007-2013, la Région a inscrit la modernisation de Creil-Beauvais, d'Amiens-Rang-du-Fliers, de Creil-Chantilly ou encore l'accès à Roissy soit 184 M € pour ces travaux dont 73 M € à la charge de la Région.

Enfin, félicitons-nous des progrès sur le dossier de raccordement ferré entre notre région et Roissy grâce à notre ténacité.

6 Concertation

Cette politique de développement des transports collectifs s'appuie sur **une concertation de proximité avec les usagers à travers des comités de ligne réunis deux fois par an.**

La Région intervient aussi sur: les infrastructures routières

-modernisation du réseau routier national au travers du CPER 2000-2006 à hauteur de 163 M € pour un programme de 360 M € (+ déviation de Beauvais)

-aménagement routiers dans les Contrats de Développement Région Département 150 M € sur 2008-2013

les infrastructures fluviales

La Région n'a pas de compétence sur les infrastructures fluviales. Elle intervient en co-financier :

✓ **projets de mécanisation des barrages de l'Aisne, plate-forme multimodale de Longueil Saint Marie** et mise à grand gabarit de l'Oise

✓ **sur le Canal Seine Nord Europe.** Coût estimé : 4 milliards d'€ courant dans le cadre d'un Partenariat Public Privé dont 1 milliard des collectivités locales pour 1 milliard d'euros.

Bilan de mandat de O.Chapuis-Roux, Vice- Président en charge des Sports, Loisirs et Traditions populaires

(extraits)

Les objectifs poursuivis ont été :

- élever le niveau sportif en développant les pratiques de tous les publics (notamment femmes et jeunes) mais aussi Handi et Sport Adapté

- soutenir les sportifs de haut niveau

- élargir le rayonnement sportif de la Picardie en affirmant notre identité

- valoriser des traditions régionales et animations

Le budget est passé de 3 M € en 2004 à 5,4 M € en 2007 (32 M€ en 2007 si on prend en compte des dispositifs comme les emplois solidaires ...) ce qui a permis :

- un développement important de la politique régionale d'aides au sport de masse avec mise en place de 50 conventions de développement avec les ligues sportives

- la réalisation d'équipements structurants (dojo régional, maisons départementales du sport et de la vie associative, centre de formation de l'ASC)

- la mise en place d'une politique d'équipement (FRAMS) pour les ligues étendu aux clubs (véhicules)

- le soutien renforcé aux grandes manifestations sportives (Tour de Picardie, étapes du Tour de France, championnats du monde de handball féminin, hockey, boxe).

- des rencontres territoriales avec « impulsion par le sport », challenge sportif lycéen, prix de la vocation sportive féminine...

- le succès de « Picardie en fête » avec 300 manifestations - la Carte Cursus : 10 € pour la prise de licence (2007 pour l'UNSS 2008 pour les autres pratiques sportives.)

- l'Agenda 21 du Sport

- l'inscription du sport dans les contrats d'initiative Région Département

- la mise en place du Schéma Régional des Loisirs et des Sports de Nature, premier en France de ce type, car il est un plan d'action concerté et non un constat.

- un travail transversal avec les services de l'environnement et du tourisme de la Région

- la création de la Conférence Régionale de Développement du sport, accord national qui met le mouvement sportif en partenariat avec les Régions de France.

Vice-président engagé dans le monde du sport, présent sur le terrain, j'ai représenté le Président dans 200 manifestations par an et 150 réunions avec le monde sportif (clubs et ligues), l'Etat, les Départements.

J'ai entretenu un dialogue constant et reconnu de tous avec les sportifs et les instances régionales et notre rôle dans la commission sport de l'Association des Régions de France est incontournable car nous avons réussi à être dans les régions les plus impliquées.

Bilan de mandat de Françoise Van Hecke, Vice- Présidente en charge du tourisme (extraits)

(...)La Région initie depuis 2007 une politique en faveur du développement du tourisme et des loisirs particulièrement pour les jeunes, les familles et les personnes souffrant de handicaps à travers :

-des subventions pour développer et moderniser une offre d'hébergement adaptée

- des aides directes au départ en vacances : aide au départ en autonomie de 200 jeunes en 2009 sur appel à projet ; aide à des familles (650 en 2009).

La Région a organisé des journées de loisirs au Parc Astérix pour 2 000 bénéficiaires et au Parc Saint-Paul pour 1 000 enfants.

En 2009, la Région a aussi pérennisé l'opération « **Train à la Mer +** » expérimentée en 2008, qui offre aux familles et personnes en difficulté l'accès à des journées de loisir sur la côte picarde en période estivale : **2400 bénéficiaires en 2009.** Ceci s'ajoute à l'opération « Trains à la mer à tarif réduit ».

La Région a contribué à l'élaboration du **schéma régional des véloroutes et voies vertes.**

Le tourisme est le 2e employeur picard après l'automobile et en 2007, 2 millions de touristes sont venus en Picardie(...)

Contributions de militants communistes de l'Oise au débat sur la préparation des élections régionales

Nous publions ici les extraits de quelques contributions de militants communistes et d'une assemblée de section de l'Oise afin de nourrir le débat de permettre à chacun de se forger une opinion et de pouvoir dégager ensemble la position la meilleure pour notre combat commun.

Les textes intégraux, comme ceux des bilans complets des Vice-Présidents du Conseil régional sont publiés sur le site www.oise.pcf.fr

« Front de gauche et PCF : quel avenir pour les Régionales ? » par Bernard Lamirand (extraits)

« (...) Je suis convaincu que pour battre la droite, il faut être clair et nous présenter au premier tour avec notre identité communiste dans des listes front de gauche et unir au second tour toute la gauche pour battre ce régime exécrationnel que nous impose depuis 2007 Sarkozy.

Evidemment un second tour de gauche ne comportant pas le Modem, parti politique centriste.

Je n'ai pas envie de retrouver la troisième force qui a gouverné ce pays de 1947 jusqu'à l'arrivée du Général de Gaulle en 1958.

Les régionales sont d'ailleurs le terrain rêvé pour préparer cette alternative ; n'y mettons pas le petit doigt. (...)

Je le dis tout net, une tactique politicienne à géométrie variable pour les régionales serait mortifère.

Il faut se dégager d'une alliance « gauche plurielle » premier tour et nous présenter au premier tour comme Front de Gauche qui ne regroupe pas seulement le parti de gauche mais aussi des hommes et des femmes syndicalistes, associatifs qui seraient très déçus de voir notre parti les oublier. (...) »

« *Combatifs, constructifs, rassembleurs, les communistes* » par *Hélène Masure*

« L'enjeu des élections régionales

Pour nos concitoyens, ces élections vont-elles changer quelque chose dans leur vie ? vont-ils payer plus cher des services et être bafoués par des décisions autoritaires et antisociales ?

Où bien vont-ils bénéficier d'une juste redistribution de l'impôt en services gratuits ou à prix réduit (transports,

scolarité des lycéens) ? les fonds publics seront-ils contrôlés pour servir l'emploi et la formation ? auront-ils leur mot à dire dans les choix politiques et financiers du Conseil régional ?

Alors que le pouvoir sarkozyste met en pièces le modèle social français et que la gauche n'offre pas une alternative politique, le résultat des élections régionales pèsera lourd pour l'avenir de notre peuple. Victoire pour Sarkozy et son clan ? ou émergence d'une véritable alternative à gauche ?

Notre ambition

Nous voulons changer la société avec notre peuple pour un monde juste, solidaire, démocratique, humain. L'élection régionale est un moment de ce combat. Nous ne sommes pas des contestataires qui, comme le NPA (ex- LCR), laisseront le terrain à la droite en refusant de travailler dans une majorité de gauche avec le PS. Nous ne sommes pas non plus des gestionnaires qui, comme le PS, accompagnent les politiques libérales même si certaines réalisations sont appréciables. Nous contestons l'ordre capitaliste par des propositions constructives en rupture avec les logiques libérales et qui apportent des améliorations concrètes à la vie de nos concitoyens.

Le rassemblement

Pour servir cette ambition, le Front de Gauche (PCF, PG, GU) doit grandir et devenir populaire sur la base de propositions partagées. On ne peut s'unir que si l'on est d'accord sur le fond. Aucune hégémonie d'aucun parti. Mais des citoyens qui se saisissent des enjeux politiques et interviennent. Au 1er tour présentons des candidats du Front de Gauche porteurs du projet élaboré

démocratiquement. Au 2e tour continuons à porter notre projet au sein d'une liste rassemblant les listes

de gauche du 1er tour (excluant la présence du MODEM) sur la base

d'un accord où chacun sera respecté. En cas de divergence avec nos partenaires, organisons le débat public et l'intervention citoyenne ! Fini le spectacle désastreux des divisions et disputes stériles dans notre Région.

Le rassemblement des communistes
Pour rassembler à gauche et dans la population, il faut d'abord être rassembleur dans son propre parti.

Ecouter, travailler avec les communistes et faire appel à l'intervention citoyenne. A l'opposé de la délégation de pouvoir derrière un leader qui aboutit à déposséder les forces populaires de leur capacité à se constituer en force politique consciente et agissante.

Pour nous débarrasser de l'image d'un Parti tourné vers le passé, n'aurions-nous pas des militants ayant fait leurs preuves, plus jeunes, proches du monde du travail et bien à l'aise dans notre démarche de rassemblement ? C'est nous aussi qui créerons l'image d'un parti de notre temps qui bâtit pas à pas le communisme du XXIe siècle. »

« *Réflexions sur les élections régionales : identité et unité des communistes !* » par *J-P Legrand*

(extraits)

« (...) Il y a en permanence la problématique posée à l'ensemble des élus communistes : comment gérer sans tomber dans la collaboration de classe, sans accompagner la politique du capital d'autant que le Parti a été beaucoup affaibli ces dernières

années, cette problématique essentielle est posée à l'ensemble des élus régionaux car on ne peut pas dire que la majorité des régions conduites par le PS en collaboration avec des élus communistes soient devenues des pôles non seulement de résistance mais aussi de luttes pour la transformation sociale. Par exemple, des élus communistes régionaux qui participent à l'exécutif ont fait savoir qu'ils ont proposé qu'un contrôle des fonds publics versés aux entreprises soit entrepris mais se sont vus opposer un refus de la part du Président socialiste de la Région sous prétexte qu'il ne fallait pas inquiéter les patrons en raison de la crise. Cela n'est pas étonnant de la part des socialistes mais n'est-il pas de la responsabilité des élus communistes avec le parti d'alerter les gens, les salariés et de les mobiliser et de refuser l'orientation du Président Gewerc sur une question aussi cruciale.

On ne peut pas être solidaire d'une telle orientation qui accompagne le capital. Et c'est le mérite de Maxime Gremetz de l'avoir dénoncée dès le début du mandat régional quelque soit par ailleurs les appréciations que les uns et les autres peuvent porter sur notre camarade. Les 6 mois à venir peuvent être l'objet d'une belle et grande campagne offensive des communistes qui redonne espoir aux gens. Dans notre région, n'y a-t-il pas urgence à engager un vaste débat populaire avec l'ensemble de la force communiste sans aucune exclusive alors que toutes les forces politiques se positionnent, que la droite confortée par la division à gauche est à l'offensive, que le PS amorce une crise sans précédent accentuée par le rôle des Verts qui annoncent leur décision de présenter une liste en Picardie et surtout que la situation devient insupportable pour des millions de gens tout particulièrement en Picardie frappée très durement par les fermetures d'entreprises ?

Ne devons nous pas agir pour que les communistes de la Région dans leur diversité se mobilisent en faveur d'une liste de combat, une liste communiste largement ouverte à des travailleurs et des élus engagés dans les luttes et qui porte les couleurs du progrès et du communisme c'est-à-dire de la démocratie poussée au plus loin, étendue à toutes les sphères de la société. Une liste qui se présente libérée d'une conception politicienne et trop

vécue à gauche qui est celle d'alliances en dehors du mouvement populaire.

Une liste de colère et d'espoir constructive qui montre que le communisme c'est l'alternative au capitalisme, se démarquant de la gestion social-démocrate des régions qui dans l'ensemble est une gestion d'accompagnement de la crise et non de lutte contre le capitalisme. (...) Car nous pouvons gagner cette région, devenir la première force à gauche, si nous présentons une liste communiste de large ouverture et de rassemblement sur des bases de lutte anti-capitaliste résolue et de propositions constructives. (...) Il faut y croire, le PCF peut convaincre et rassembler très largement les Picards, mais au diable les divisions, cessons les polémiques dans la famille communiste, rassemblons nous ! (...) »

**« L'important c'est :
quelle politique
pour nos régions*? » par
Clotilde Mathieu**

(extraits)

« La crise du capitalisme n'est qu'à ces débuts et constitue déjà une grave menace pour l'emploi et la pérennité de la production. Particulièrement touchée, la Picardie comptabilisait 88.655 demandeurs d'emplois à la fin juillet. Le manque de résultat des mobilisations sociales, la faiblesse des perspectives d'une alternative de changement pèse lourdement sur les luttes. La droite trouve dans cette crise une possibilité pour aller plus avant dans sa politique de casse de l'ensemble des acquis sociaux gagnés dans la lutte et les institutions par la gauche et le mouvement social.¶

Face à cela, il y a une véritable responsabilité à ne pas permettre à cette droite qui assume sa mutation idéologique de concentrer entre ses mains de nouveaux leviers institutionnels utiles à sa politique de casse et sa domination idéologique. (...)

Le risque est grand de voir la droite reconquérir des régions. Surtout que la gauche apparaît comme divisée, plus prompte à étaler ses divisions internes, en parfait décalage avec ce que vivent les gens que nous voulons

convaincre. Comme le disait récemment le jeune maire communiste Sébastien Jumel qui a conquis la ville de Dieppe lors des dernières municipales : « L'essentiel n'est pas là: A la sortie des usines qui licencient, les salariés ne me parlent pas des socialistes et des éventuelles alliances avec le MoDem, mais des sujets d'inquiétude de la vie quotidienne. ». Ce que nous entendons devant les entreprises, au porte à porte, sur les marchés, c'est souvent « Qu'est ce que vous faites à gauche ? Nous n'y comprenons plus rien ! Il faut vous entendre ! » Il nous faut prendre en compte cette puissante aspiration à l'unité qui traverse le monde salarié et qui domine chez les électeurs de gauche.¶

En ce sens, plutôt que de céder aux pressions externes ou internes, qu'elles viennent de Besancenot, du PS, de Mélenchon ou encore de Maxime Gremetz, l'urgence réside plutôt dans l'élaboration d'un projet, de propositions communistes pour la région, en invitant largement à la réflexion, le plus largement possible, en invitant bien entendu le monde syndical et associatif. Même s'il ne faut pas créer d'illusions, sur les capacités des Régions à contrebalancer la casse mise en place au sommet de l'État, les compétences régionales restent un lieu de décisions importantes. Il est donc essentiel de tout faire pour empêcher le pouvoir de droite de conquérir de nouvelles positions électorales. (...) La réussite de notre débat et la compréhension de notre démarche aux régionales ne peut se faire que sous deux conditions:¶

D'une part, la réalité sociale subie par les salariés et les familles populaires de notre région impose aux communistes de fortes responsabilités dans le rassemblement de la gauche. D'autre part, élaborer et porter des propositions communistes, un projet pour la région, en travaillant à les faire partager le plus largement possible pour leur donner force pour le prochain mandat. Pour faire valoir nos propositions, ce n'est pas de fusions techniques au 2e tour dont nous avons besoin, mais obtenir les conditions afin de réaliser une fusion politique. C'est-à-dire en fonction des contenus. »

**« Afin de sortir du
bourbier politique
régional » par Gérard ⑦
Tollet**

(extraits)

« (...) nous sommes un parti constructif et pas uniquement contestataire. En conséquence, lorsque les conditions le permettent, nous participons aux différents exécutifs afin d'obtenir des avancées sociales significatives pour le peuple, ou toutes améliorations conformes à nos objectifs.(...)

[Ces conditions sont] :

a) Que nous puissions réaliser, aux postes d'élus que nous occupons alors, ce pour quoi nos électeurs nous ont mandatés ainsi que nos objectifs fondamentaux, dans l'intérêt du peuple et du pays. Pour retrouver une confiance durable de la part des électeurs, mais aussi parce que certaines dérives sont écœurantes et démobilisatrices, le professionnalisme et la personnalisation excessive en politique, les alliances et combines politiciennes uniquement pour atteindre ou se maintenir au pouvoir, sont des pièges et tendances malsaines qui doivent être résolument combattus.

b) Notre participation, si elle a lieu, ne peut se faire (en nombre et en responsabilité) que sur la base de notre résultat électoral, ni plus, ni moins. (...)

c) Aucune participation ne saurait se satisfaire d'un chantage à la « solidarité majoritaire » restreignant la liberté de parole et de critique qui doivent rester totales, sans aucune autolimitation. Tout élu est le porteur de la voix des citoyens qui l'ont choisi et qui doivent être informés clairement des différentes approches, visions et solutions proposées aux problèmes rencontrés. Les électeurs doivent rester le plus possible acteurs de la vie politique, y compris et surtout en dehors des périodes électorales. Les différences politiques ne doivent pas être hypocritement masquées, au risque de brouiller encore plus les « cartes » pour les électeurs. De la même manière, nos votes dans les exécutifs doivent être conformes au mandat des électeurs et à l'analyse qu'en font les communistes.

d) Une participation qui est acceptée et s'effectue en toute transparence, peut aussi s'arrêter de la même manière si les conditions ne sont plus remplies pour travailler et gérer efficacement selon nos mandats, et ceci, sans que cela se transforme en drame pour le parti. Encore une fois, toute position claire, logique, et non électoraliste peut aisément être comprise par les électeurs. (...)

Pour les élections régionales, certains proposent une alliance directe avec le PS pour le 1er tour en justifiant d'une bonne gestion... Or, d'une part, cela masquerait les divergences politiques au niveau national avec le PS. D'autre part, dans un contexte de crise du capitalisme, c'est oublier que ce sera essentiellement sur les positions et propositions nationales (celles qui sont grosso-modo connues) que les gens se détermineront ! Etant donné les options actuelles du PS, cette alliance est évidemment inimaginable et impossible. (...)

Pour ces mêmes élections, certains autres tentent d'ignorer notre camarade député Maxime Gremetz, en supposant d'emblée impossible tout rapprochement des positions, (...) Il serait inimaginable et contradictoire de vouloir rassembler les antilibéraux, les anticapitalistes, en faisant des exclusives. Il y en a assez de l'éparpillement des vraies forces de gauche, des divisions organisées et artificielles ! (...)

**Afin de poursuivre le
débat, afin de faire part
des discussions dans
votre section ou cellule
et autour de vous,
envoyez-nous les échos
de vos réunions ou votre
contribution (dans la
limite de 2 600 signes) :
nous les publierons dans
le prochain Oise-Avenir
et sur le site
www.oise.pcf.fr**

**« Appel pour une liste
unitaire de large
rassemblement au 1er tour,
présentée par le Front
de gauche, avec une tête
de liste PCF »**

**adopté par l'Assemblée de section
Clermont-Liancourt**

En 2004 aux élections régionales, les militants du PCF ont décidé démocratiquement de présenter une liste communiste de large rassemblement. Cette liste a rassemblé 10,86% au 1er tour, le score le plus élevé réalisé par les communistes sur l'ensemble du territoire national. Ce succès était le fruit du travail des communistes de Picardie qui, à travers leur combat quotidien, ont fait la démonstration de l'efficacité de leur action.

Nous sommes convaincus qu'un tel succès peut-être réitéré lors des élections régionales de 2010. Toutefois, cela n'est envisageable qu'à une condition : que tous les communistes de Picardie, sans exclusive, s'unissent autour d'un projet faisant la démonstration à travers des propositions concrètes et immédiatement applicables qu'il est possible, même à l'échelon régional, de combattre le capitalisme et d'être un rempart face à la politique gouvernementale. D'autant que la déception est grande face aux renoncements de la majorité sortante qui s'est pour l'essentiel, contentée d'accompagner une crise du système libéral qui frappe notre région avec une immense violence.

C'est la raison pour laquelle nous appelons tous ceux qui, comme nous, sont déterminés à ce que une liste de large rassemblement conduite par un(e) communiste soit présente au 1er tour des élections régionales en 2010 en Picardie à se mobiliser pour que, le 14 novembre prochain à l'occasion de la réunion des instances régionales du PCF, prévale la seule orientation utile : le rassemblement unitaire de tous les communistes de Picardie.

Unité des communistes, main tendue à tous les progressistes, mobilisation générale avec une liste de combat à gauche, présentée par le front de gauche avec une tête de liste communiste, tel est notre engagement, telle est notre détermination pour les prochaines élections régionales

Régionales : la question des candidatures

Notre débat pour la préparation des régionales doit évidemment d'abord porter sur le fond du projet et de la démarche que nous voulons construire ; mais il doit aussi aborder la question de «*quelles candidatures pour porter ce projet et cette démarche ?*» et en particulier des «*têtes de liste*» ou «*chef de file*» communistes et des candidatures en position «*éligible*». Le Comité exécutif départemental de l'Oise du PCF a eu un échange à ce propos. Echos :

L'idée de définir ensemble des «*critères*» pour rechercher les candidatures possibles fait l'unanimité. Parmi ces critères, quelques uns semblent «*s'imposer*» : le chef de file régional doit être «*très politique*» car la bataille régionale va être très politique ; il doit avoir une bonne connaissance de la Région et des grands enjeux régionaux et s'engager à s'impliquer activement sur les batailles régionales ; il doit être rassembleur des communistes, être un militant et s'engager à travailler avec les communistes dans la campagne et dans le futur mandat ; compte tenu de la «*situation interne*» des 3 fédérations PCF de Picardie mais aussi du poids (démographique, électoral) de l'Oise en Picardie, il semble qu'une candidature de l'Oise soit la mieux à même de réunir ces critères. Certains pensent qu'il faut un large voire total renouvellement des candidatures qui montrerait nos potentialités en rajeunissant nos élus, qui nous tournerait vers l'avenir en sortant des divisions du mandat écoulé, qui limiterait le cumul des mandats ; d'autres pensent qu'on ne peut exclure a priori la reconduction d'élus sortants mais que cela doit être débattu sur la base de leur bilan

et de la démarche que nous voulons porter. Dans la perspective d'un «*Front de gauche*», la question de la «*place*» de membres d'autres organisations sur la liste, en position «*éligible*», la place de nos élus (maires...), de syndicalistes, de personnalités du mouvement social et citoyen sur la liste, en formulant des propositions précises, doit aussi être discutée, en cohérence avec le projet et la démarche que nous souhaitons. Rappelons que comme cela est indiqué dans la «*lettre aux communistes picards*» «*dès maintenant, les assemblées de communistes peuvent formuler des propositions de candidatures les mieux à même de porter nos choix politiques dans ce scrutin. Tout adhérent peut aussi présenter sa candidature à titre individuel.*».

Rappel sur le mode de scrutin régional

Le scrutin est à deux tours et sur le même principe que le mode de scrutin municipal dans les communes de plus de 3 500 habitants.

Une liste est élue au 1^{er} tour si elle obtient plus de 50% des suffrages exprimés.

Pour le 2^e tour, sont éliminées les listes ayant moins de 5% des suffrages exprimés.

Par contre, peuvent se présenter au 2^e tour :

➤ les listes ayant plus de 10% des exprimés.

➤ Une liste ayant eu plus de 10% peut aussi

intégrer des candidats d'une liste ayant eu entre 5% et 10% au 1^{er} tour avec l'accord obligatoire des têtes de liste ; naturellement, 2 listes ayant plus de 10% au 1^{er} tour peuvent aussi fusionner dans les mêmes conditions.

Au 2^e tour, la liste qui arrive en tête (*même si elle a moins de 50% en cas de triangulaire*) se

voit attribuer d'emblée une «*prime majoritaire*» avec 25% des sièges ; les autres sièges sont répartis à la proportionnelle entre toutes les listes y compris celle arrivée en tête ; ce système permet de garantir «*une majorité de sièges*» à la liste arrivée en tête.

Rappel. Résultats des régionales 2004. Picardie

1^{er} tour : Inscrits : 1 279 094

Votants : 809 709 (63%)

Exprimés : 766 980

➤ **PCF** : 83 282

(10,86%)*

➤ **PS/Verts/PRG** :

210 338 (27,42%)

➤ **LO/LCR** : 49 995

(6,52%)

➤ **Droite** : 247 425

(32,26%)

➤ **FN** : 175 940 (22,94%)

(*dans l'Oise, PCF : 22 377 (7,50%))

2^e tour : Inscrits : 1 279 001

Votants : 864 737 (67,61%)

Exprimés : 835 039

➤ **PS/PCF/Verts/PRG** :

379 663 (45,47%) 34

sièges (dont 8 PCF*)

➤ **Droite** : 299 518

(35,87%) 15 sièges

➤ **FN** : 155 858 (18,66%)

8 sièges

(*dont Somme : 4, Aisne : 2, Oise : 2)

Composition actuelle du Conseil régional

Parti Socialiste : 18 élus ;

Verts, Radicaux : 6 élus ;

Communiste et Progressiste

(présidé par Viviane Claux) : 5

élus ; **Non-inscrits** : 2 (ex-élus

Verts) ; **Communiste et**

Républicain (présidé par

Maxime Gremetz) : 3 élus ;

UMP-Nouveau Centre : 12

élus UDF : 3 élus

Front National : 4 élus ;

Patrie-Liberté (scission FN) : 4

élus

Nombre d'élus par département :

Oise : 23 ; Somme : 18 ;

Aisne : 16

Projet de suppression de la taxe professionnelle !

L'Association des Elus communistes et Républicains s'adresse aux élus de Picardie: «*Va-t-on laisser asphyxier financièrement nos collectivité et les mettre sous tutelle ?*»

Les 3 présidents des ADECR de Picardie dont Jean-Pierre BOSINO, Maire de Montataire, ont décidé de s'adresser à tous les élus à propos des très graves projets du gouvernement de suppression de la taxe professionnelle et de reprise en main des collectivités locales.

« Avec les « réformes » annoncées des finances locales et des collectivités territoriales, c'est un véritable bouleversement des institutions et de leur capacité à répondre aux besoins des populations qui se prépare.

Une nouvelle perte d'autonomie de gestion des collectivités se profile avec la suppression de la taxe professionnelle, première ressource fiscale des collectivités.

Comme l'a dit avec éclat l'ancien Premier ministre Juppé : « *C'est tout de même se foutre du monde.* »

La conséquence serait un transfert massif de la charge fiscale sur le dos des ménages pour compenser les pertes considérables de taxe professionnelle pour les collectivités.

Alors que les charges qu'il nous faut assumer ne cessent de grandir, les recettes de nos collectivités, décroissent ou stagnent, nos marges de manœuvre se réduisent, nous avons de moins en moins de possibilités de répondre aux attentes de nos concitoyens.

Loin d'être responsable du déficit actuel de l'Etat, nos investissements au contraire soutiennent l'économie et l'emploi. Les services que nous rendons aux habitants dans de nombreux domaines comptent beaucoup pour améliorer leur vie

quotidienne et aménager les territoires.

Si une réforme de la fiscalité locale est indispensable elle devrait reposer sur une plus grande équité pour les ménages face à l'impôt, et dégager de nouvelles ressources pour les collectivités, sans pénaliser l'activité économique et l'emploi.

La crise actuelle montre que notre proposition d'une taxation, même mesurée, des énormes actifs financiers des grandes sociétés permettrait de dégager des moyens conséquents pour nos collectivités tout en détournant cet argent de la spéculation boursière.

Le chemin du gouvernement n'est pas celui-là mais celui de l'asphyxie financière des collectivités.

Avec le projet de « réforme des institutions » c'est un véritable cataclysme qui s'annonce.

Les communes seraient appelées à disparaître avec la possibilité pour les intercommunalités de se transformer en grande commune, sur injonction du préfet.

Les conseils généraux seraient fusionnés avec les régions au profit d'une nouvelle collectivité dite « territoriale » et le nombre total d'élus serait divisé par deux.

Les « conseillers territoriaux » seraient élus au scrutin majoritaire à un tour avec une dose de proportionnelle.

Une nouvelle collectivité verrait le jour : « la métropole » qui se substituerait aux conseils généraux, sur un territoire déterminé par le préfet.

La « clause de compétence générale » serait

considérablement restreinte voire supprimée pour les nouvelles collectivités territoriales.

(...) ce projet porte des coups très graves à la démocratie locale, à l'action de proximité des élus locaux : il vise en fait à une véritable reprise en main autoritaires des collectivités par le pouvoir central.

Il accompagne le démantèlement des services publics de transports, de santé, d'éducation, de la poste etc, accentuerait les inégalités territoriales et vise à livrer de nouveaux espaces de marchés pour les grandes entreprises privées.

Les chiffres annoncés confirment ces objectifs ; avec la disparition de plusieurs dizaines de milliers d'élus locaux, bénévoles et attachés aux valeurs républicaines et citoyennes et avec la suppression de 35% des effectifs de fonctionnaires territoriaux.

Plutôt que d'utiliser des faux arguments, comme « le coût des collectivités, des élus », ou « l'empilement des institutions », tout en occultant leur rôle vital aux services des populations, il faudrait au contraire renforcer la démocratie locale, l'autonomie et les coopérations des collectivités, les services publics locaux.

La quasi-totalité des associations d'élus sont opposées à ces « réformes ». C'est pourquoi nous vous proposons de faire entendre votre voix pour exiger le retrait de ces projets de loi, et l'ouverture de discussions avec les élus locaux pour des réformes démocratiques, modernes et justes de nos institutions et de nos finances.

**Samedi 28 novembre à 14h30
CREIL**

**Salle Raymond Maillet
8, rue de Beauvoisis.**

**Conférence-débat publique,
à l'initiative de l'Amicale des vétérans du PCF**

sur :

Misère, précarité !

Y-a-t-il une issue à la crise du capitalisme ?

avec

Francis WURTZ

député européen honoraire

*Conférence ouverte à tous : venez et invitez largement
autour de vous*

**Vignettes de
la Fête de l'Huma**



C'est le meilleur résultat de diffusion depuis le très bon résultat de l'année 2005 dans la foulée de la campagne victorieuse du NON. Si chaque Section et chaque militant règle rapidement les dernières vignettes qui lui restent, nous pourrions dépasser les 1000 vignettes !

**Jeudi 22 octobre 18h à
BEAUVAIS
Soirée-débat**

à l'initiative de la Section du Beauvaisis du PCF
au siège du PCF, 34, rue du Fg St Jacques sur :

*«Pour une école de l'égalité, de la justice et
de la réussite pour tous : quelles
propositions du PCF ? quel rôle peuvent
jouer les Régions en ce sens ?»*

avec **Marine Roussillon**, professeure d'université,
membre du CN du PCF, responsable du secteur Ecole à
la Fédération de Paris du PCF

Repas annuel des Vétérans du PCF

(au moins 35 ans d'appartenance au Parti)

**Dimanche 6 décembre
à MONTATAIRE**

Dès maintenant, réservez cette date !

DIFFUSION DE LA VIGNETTE

SECTIONS	AU		
	13-oct 2009	02-oct 2008	final
BEAUVAISIS	249	226	226
ST MAX	13	0	6
CHAUMONT	1	1	1
CLERMONT	87	73	73
COMPIEGNE	16	21	21
CREIL	24	18	18
NOGENT	41	33	33
VILLERS	10	9	14
THELLE	23	24	24
LIANCOURT	9	18	23
MAIGNELAY	9	6	6
MERU	21	0	0
MONTATAIRE	197	79	103
MOUY	26	13	20
NANTEUIL	16	2	6
PONT	16	16	16
RIB/NOYON	64	35	35
ST-JUST	10	4	4
VALOIS	96	78	84
arrivée fédé	7		
TOTAL	935	656	713

ABONNEMENT Oise Avenir

Abonnements 1 an:

RÉDUIT 5€

(étudiant, sans emploi)

NORMAL: 10€

SOUTIEN: 15€

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Chèque à l'ordre de PCF Oise à renvoyer à Fédération PCF Oise 8, rue de Beauvoisis 60100 Creil